



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

30-08-2016

Contre la casse de la production laitière française

Après celui du blé en juillet, c'est celui du lait qui menace la survie de milliers d'exploitations laitières. Cette récurrence s'inscrit dans la logique de la financiarisation croissante de l'agriculture. Tant que les « solutions » imposées continueront dans cette même logique capitaliste, la situation s'aggraverait. Combien de fermes laitières auront disparu, combien d'agriculteurs auront cessé de produire voire n'auront vu d'autre issue que le suicide ? Et nous pourrions encore mettre en parallèle, l'augmentation éhontée des profits des plus grands groupes de ce secteur.

C'est spécifiquement sur le groupe capitaliste Lactalis que s'est focalisée cette année la colère des paysans. Premier groupe laitier mondial, suivi de Danone, Sodial, Bel, Laïta entre autres, c'est le plus emblématique de la structure de cette filière. Avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 17 milliards d'euros, 229 sites industriels et 75 000 salariés dans le monde, 63 sites et 15 300 salariés en France, il est livré en lait par 11 000 exploitants soit 1 sur 5.

Il est aussi celui qui verse le prix le plus bas et en baisse constante. De 365 € la tonne à l'été 2014, le prix s'est effondré à 254 € en juillet 2016, soit 100 € en-dessous du tarif

considéré acceptable pour couvrir les frais de production et des revenus décents, soit de près de 15% en deux ans.

Il y aurait paraît-il à cette baisse spectaculaire, des causes conjoncturelles dont les experts des médias nationaux se satisfont : stagnation de la consommation de produits laitiers en Europe, embargo russe, baisse des achats chinois captés par la Nouvelle-Zélande. La fin des quotas mise en œuvre par l'Union européenne au 1er avril 2015 en libérant les quantités mises sur le marché a généré une augmentation remarquable de la production en Irlande, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, en France aussi sous les encouragements des transformateurs qui ont bien vu la possibilité de peser sur les prix. Les encouragements à investir dans les robots et accroître leur cheptel donc à s'endetter sont venus eux du secteur bancaire.

Mais il y a, avant tout, un mode d'organisation capitaliste avec des profits mirifiques, avec la complicité assurée du principal syndicat du secteur, la FNSEA et son antenne le CNJA. Son président, Xavier Beulin, est lui-même un magnat de l'industrie agro-alimentaire à la tête de la multinationale AVRIL (ex-Sofiprotéol). Ces dernières années ont vu une accélération rapide de la concentration des laiteries avec des rachats multiples. Lactalis en est un fleuron. Affaire dite "familiale", elle accumule les profits et s'est structurée en holding dont BSA, son bras armé installé curieusement en Belgique. Emmanuel Besnier, petits fils du fondateur, serait, par caractère très enclin au secret. Cette discrétion le conduit même à préférer payer des amendes plutôt que de publier ses résultats ! Personne ne le connaît, nul ne sait où le joindre, pas même le ministre de l'Agriculture. Sic !

On l'a pourtant trouvé à maintes reprises pour le faire bénéficier d'un "joli coup de pouce" selon la presse lorsqu'il a succédé à son père, en 2003. On l'a trouvé aussi pour le faire bénéficier du CICE et autres largesses versées par les gouvernements successifs. Chaque année, la production agricole de l'Union européenne génère 14.000 milliards ! Les 50 milliards que représente le budget annuel de la PAC (Politique Agricole Commune) ne s'appuient que sur 0,35% de ces richesses créées !

Il aura fallu une semaine d'actions des paysans pour que Lactalis condescende à réviser ses tarifs en portant le prix de la tonne à 290 €, en moyenne, d'ici la fin de l'année, ce qui représente encore une baisse de 13% sur 2016. L'objectif des groupes capitalistes de la filière, soutenus par le gouvernement vise à la concentration des fermes, jusqu'à ce qu'elles aient atteint la taille voulue (1000 vaches étant un minimum) et que ce qui n'est rien d'autre qu'un énorme plan de licenciements soit totalement réalisé dans la profession. Parallèlement, l' Union Européenne annonce une prime à la " non-production " de 150 000 €.

Les agriculteurs redescendront dans la rue sans tarder coincés qu'ils sont par les banques, laiteries et autres transformateurs, par la grande distribution. Il n'y a rien d'autre que la lutte pour changer leur situation.

La terre doit revenir au peuple, ceux qui la travaillent doivent en vivre correctement, elle doit revenir à sa fonction première : nourrir les peuples et non engraisser les capitalistes.